ONERC
Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique

Rapport au Premier Ministre et au Parlement
Changements climatiques et risques sanitaires en France

Synthèse

Cet ouvrage rappelle tout d'abord certaines des évolutions les plus marquantes observées dans différents domaines depuis le premier rapport de l'ONERC[1] paru en juin 2005. Les deux dernières années ont été en effet extrêmement actives dans le domaine du changement climatique. Il n'est plus un seul jour sans que le sujet soit abordé par les chaînes de télévision, à la radio, ou dans les grands quotidiens nationaux et régionaux. Le choix a été fait pour le présent rapport de traiter plus en profondeur la question des interactions entre Changement climatique et risques sanitaires. Dans le domaine de la santé, la question des risques émergents est en effet tout particulièrement préoccupante, et nos concitoyens s'interrogent à juste titre sur leurs liens possibles avec le changement climatique. Les épisodes de canicule, l'apparition de maladies nouvelles comme le chikungunya tout récemment en Italie ou la fièvre catarrhale ovine aux Pays Bas, le désarroi à la suite de catastrophes comme le cyclone Katrina à la Nouvelles Orléans, les interactions entre le réchauffement climatique et la pollution, sans même parler des épidémies qui sont monnaie courante dans nombre de pays en développement, incitent à s'interroger sur cette question.

Pour établir ce rapport, l'ONERC a fait appel aux experts français les plus éminents, provenant de Météo-France, de l'Inra, de l'Institut Pasteur, de l'Inserm, de l'AFSSA, du Cnes, de l'InVS, de l'IRD, de l'EID, de Medias-France, des CHU et des ministères en charge de l'écologie et de la santé.

Le rapport aborde des risques de natures différentes : les épisodes caniculaires, les maladies infectieuses, les suites d'événements extrêmes (tempêtes, inondations,…) et les liens entre climat et pollution. Il est probable que les effets sur la santé se produiront souvent sous forme d'événements imprévus, et ceci bien avant la fin du siècle, peut-être demain. C'est la première leçon que l'on peut tirer du drame de la canicule de 2003. Cependant, plus la réflexion aura été faite en amont, plus rapide et efficace seront nos réactions, même devant des événements imprévisibles.

Une des conclusions les plus robustes des scientifiques est que les épisodes caniculaires deviendront de plus en plus fréquents et de plus en plus intenses. Si le plan canicule mis en place après l'épisode de 2003 permet de réagir devant l'urgence, toute une réflexion est encore à faire sur l'adaptation aux fortes chaleurs, notamment dans la conception des bâtiments et des villes.

---

[1] L'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC) a été créé par la loi afin d'informer le public et les décideurs sur les conséquences du réchauffement climatique, et pour offrir au gouvernement, au parlement, aux élus et aux collectivités, acteurs du développement, les éléments de connaissances nécessaires pour élaborer une véritable politique de prévention et d'adaptation. Le premier rapport de l'ONERC était intitulé « Un climat à la dérive : comment s'adapter ? »

Les tempêtes, les cyclones, les inondations et leurs suites constituent un autre type de menace. Outre les conséquences immédiates de ces catastrophes, la désorganisation qui s'en suit peut avoir des conséquences dramatiques au plan de la santé, notamment en matière de qualité de l'eau et des aliments.

Dans le cas des maladies infectieuses, on constate combien la santé humaine est liée à celle des animaux et à l'état des écosystèmes. Dans le domaine du vivant, il est souvent difficile d'identifier les éléments pertinents, et les scientifiques qui ont contribué à cet ouvrage insistent sur la nécessité de maintenir une veille indifférenciée, en assurant le développement et la pérennité des observations. Parallèlement, les études et les recherches doivent être intensifiées sur les maladies susceptibles d'être influencées par le changement climatique, afin de définir le cas échéant des stratégies d'adaptation pertinentes. Une meilleure connaissance de l'écologie microbienne et des facteurs humains et climatiques devrait permettre sinon d'anticiper toutes les catastrophes sanitaires potentiellement liées au changement climatique, du moins d'y être un peu mieux préparés.

Les auteurs attirent également l'attention sur les liens encore mal connus entre le changement climatique, avec la pollution de l'air. Celle-ci peut être d'origine humaine, puisqu'on s'attend notamment à une augmentation de l'ozone dans les basses couches de l'atmosphère, mais aussi d'origine végétale, avec l'augmentation de la concentration de nombreux pollens allergènes.

Au vu de ces constatations, se pose la question de savoir quelles sont les principales actions au plan opérationnel comme au plan scientifique qui devraient permettre une meilleure adaptation au changement climatique. Un certain nombre de propositions dans ce sens sont présentées en conclusion du rapport.

Force est de constater que, dans le domaine du vivant, il est souvent difficile d'identifier les éléments pertinents. Pour détecter des faits sortant de l'ordinaire, une veille large et indifférenciée est nécessaire, à travers le développement et la garantie de pérennité des réseaux d'observation.

La bonne utilisation des informations produites par ces réseaux d'observation exige de mettre en place de bases de données multidisciplinaires sur 'Climat et Santé', d'accès libre et gratuit et établies en suivant l'exemple des données météorologiques.

Parallèlement, les études et les recherches doivent être intensifiées sur les maladies susceptibles d'être influencées par le changement climatique, afin de définir le cas échéant des stratégies d'adaptation efficaces. Des modèles de climat plus précis et mieux adaptés aux échelles locale et régionale seront également nécessaires.

Il est essentiel d'améliorer la communication des informations : entre pays, avec les médias, avec les autres disciplines, avec les décideurs, avec le public… Il s'agit aussi d'assurer une réelle mobilisation des décideurs et du public, pour agir sur l'environnement (réduction par exemple des gîtes larvaires, ou réduction de l'insalubrité propice au développement des vecteurs).

Des progrès importants ont été réalisés récemment en France sur la gestion des crises, notamment avec le plan canicule et les diverses mesures prises sur les maladies émergentes.

Il est cependant nécessaire maintenant d'aller plus loin, en développant une véritable culture de la gestion des risques, incluant un réflexion sur des aspects plus structurels de la prévention. Si le présent rapport peut y contribuer, il aura atteint son objectif.